

La France bon Ã©lÃ©ve en Cloud Computing et lutte en cybercriminalitÃ©
Internet

PostÃ© par : JerryG

PubliÃ©e le : 7/3/2013 14:00:00

La France maintient son rang dans le classement mondial des politiques liÃ©es Ã lâessor du **Cloud Computing**, selon une Ã©tude de **BSA | The Software Alliance**

Le premier rapport Ã suivre lâÃ©volution des politiques et rÃ©glementations applicables au Cloud Computing dans le monde rÃ©vÃ©le la domination du Japon, de lâAustralie et des Etats-Unis ; la France se classe 6Ã©me

Dans la toute derniÃ©re analyse de lâÃ©volution du paysage des politiques et rÃ©glementations applicables au Cloud Computing, la France se classe au 6Ã©me rang des 24 marchÃ©s IT principaux, aprÃ©s avoir occupÃ© la 5Ã©me place dans la premiÃ©re Ã©dition de lâÃ©tude publiÃ©e lâannÃ©e derniÃ©re.

Le score global de la France a certes dÃ©cru, trÃ©s lÃ©gÃ©rement, mais câest surtout en raison du plus grand mouvement rÃ©vÃ©lÃ© par lâÃ©tude, celui de Singapour, que lâhexagone se voit sortir du Top 5. Le pays d'Asie du Sud-est a en effet bondi de 5 places pour se classer 5Ã©me aprÃ©s avoir adoptÃ© une nouvelle loi de protection de la vie privÃ©e favorable Ã lâinnovation.



BSA | The Software Alliance a Ã©valuÃ© les lois et les rÃ©glementations nationales dans sept domaines de politiques, critiques au dÃ©veloppement d'un marchÃ© mondial du Cloud. Ces rÃ©sultats sont dÃ©voilÃ©s aujourd'hui dans un rapport intitulÃ© 2013 BSA Global Cloud Computing Scorecard basÃ© sur une premiÃ©re Ã©dition parue lâan dernier.

« *La France est parmi les pays les plus performants pour ce qui concerne les mesures liÃ©es Ã la sÃ©curitÃ© et Ã la lutte contre la cybercriminalitÃ©, mais elle rÃ©gresse malgrÃ© tout d'une place en raison de son Ã©volution mesurÃ©e dans d'autres domaines propices Ã lâinnovation du Cloud* » , dÃ©clare Thomas BouÃ©, Directeur des relations avec les gouvernements au sein de la BSA. « *Les politiques de chaque pays affectent le marchÃ© mondial du Cloud. Il est donc impÃ©ratif pour la France de se concentrer sur ses points d'amÃ©lioration, notamment vis-Ã-vis de ses lois de protection des donnÃ©es, de faÃ§on Ã pouvoir opÃ©rer une remontÃ©e dans le classement et aider le marchÃ© mondial du Cloud Ã grandir.* »

La France bon Ã©lÃ©ve pour la lutte contre la cybercriminalitÃ© ; Ã« peut mieux faire Ã» vis-Ã-vis de la protection de donnÃ©es!

LâÃ©tude met en lumiÃ©re un certain nombre de points d'intÃ©rÃ©t

La France impose une protection renforcée des services Cloud Ã travers une vaste législation contre la cybercriminalit , assortie d une protection actualisée des droits d auteur. Elle dispose également de tout un dispositif juridique en matière de signature électronique et de e-commerce. Cependant, la mise en application de certaines dispositions clés reste un motif de préoccupation.

Des lois complètes relatives   la protection de la vie privée existent en France, mais la législation comprend des exigences de déclaration aussi lourdes que pénibles.

En matière de haut débit, la France progresse bien vis- -vis des objectifs qu elle s est fixée.

Enfin, la France fait partie des pays les plus performants pour ce qui concerne la cybersécurité en se classant 4 me sur 24.

Les récentes annonces du gouvernement, qui présentait sa feuille de route numérique la semaine dernière, devraient par ailleurs faire avancer la France dans bien des domaines. Un investissement de 20 milliards d euros va ainsi être effectué pour compléter intégralement la couverture en haut débit du territoire dans les 10 prochaines années, tandis que 150 millions d euros d aides en Recherche & Développement vont être débloqués dans le cadre des Investissements d avenir pour développer plusieurs axes technologiques stratégiques parmi lesquels le Cloud Computing ou encore la sécurité.

Le gouvernement prévoit également de fournir 300 millions d euros de prêts bonifiés aux PME afin d encourager le déploiement de solutions numériques, accélérant de facto la numérisation de l  conomie française.

Singapour meilleure progression ; le Japon, toujours en meilleure position



Singapour est le pays qui enregistre la plus forte progression, de la 10 me   la 5 me place, pour avoir adopt  une loi de protection de la vie privée qui encourage la confiance des utilisateurs et stimule l innovation commerciale. Le Japon conserve quant   lui la première place du classement, grâce   un arsenal législatif complet au service du commerce numérique. L Australie vient ensuite, se maintenant   la seconde place ; elle se voit talonnée par les Etats-Unis, reléguant ainsi l Allemagne   la quatrième place.

Mais l  tude révèle aussi que les efforts d encadrement par la loi sont au point mort dans de nombreux pays parmi les marchés IT les plus développés, sur fond de débats sans fin sur les lois de protection de la vie privée. Les six pays de l Union européenne faisant partie de l  tude ont notamment tous régressé. D autres se retirent du march  mondial par l adoption de règles contre-productives, comme la Corée, l Indon sie et le Vietnam.

  *La progression de la législation applicable au Cloud Computing est inégale*  , déclare Robert Holleyman, PDG de la BSA.   *L absence d homog n isation des règles de*

sÃ©curitÃ© et de protection de la confidentialitÃ© entrave la libre circulation des donnÃ©es par-delÃ les frontiÃres. Trop de pays veulent s'Ã©approprier des parts du gÃ¢teau au dÃ©triment des Ã©conomies dÃ©chelle promises par le Cloud, qui bÃ©nÃ©ficieraient Ã tous. Â»

Pour tirer le maximum de bÃ©nÃ©fices du Cloud Computing, la BSA recommande la mise en place de politiques relatives Ã chacun des sept critÃres de rÃ©glementation du marchÃ© des services de Cloud Computing Ã©valuÃ©s par cette Ã©tude, que sont : la confidentialitÃ© des donnÃ©es, la cybersÃ©curitÃ©, la cybercriminalitÃ©, la propriÃ©tÃ© intellectuelle, l'interopÃ©rabilitÃ© technologique et l'harmonisation lÃ©gale, le libre Ã©change commercial et l'infrastructure TIC.

Les recommandations de la BSA pour crÃ©er les conditions du dÃ©veloppement du Cloud et de l'innovation

De faÃ§on spÃ©cifique, la BSA recommande aux dÃ©cideurs politiques de prendre les mesures suivantes :

1. ProtÃ©ger la confidentialitÃ© des donnÃ©es : les utilisateurs doivent Ãtre assurÃ©s que leurs informations seront traitÃ©es avec soin et les fournisseurs doivent Ãtre libres de transfÃ©rer les donnÃ©es dans le Cloud.
2. Promouvoir la sÃ©curitÃ© : une bonne gestion des risques suppose de pouvoir implÃ©menter des solutions de sÃ©curitÃ© de pointe en toute flexibilitÃ©.
3. Lutter contre la cybercriminalitÃ© : les autoritÃ©s et les fournisseurs de services Cloud ont besoin d'instruments juridiques efficaces pour combattre l'accÃs illÃ©gal aux donnÃ©es.
4. ProtÃ©ger la propriÃ©tÃ© intellectuelle : la justice doit protÃ©ger la propriÃ©tÃ© intellectuelle et punir toute violation des droits inhÃ©rents aux innovations liÃ©es au Cloud.
5. Faciliter la portabilitÃ© des donnÃ©es et harmoniser les rÃ©gles Ã l'international : les gouvernements et l'industrie doivent dÃ©velopper ensemble des normes facilitant la circulation des donnÃ©es sans conflit d'obligations lÃ©gales.
6. Promouvoir le libre-Ã©change : abolir les barriÃres protectionnistes et les prÃ©fÃ©rences nationales pour des produits ou fournisseurs de services spÃ©cifiques.
7. Moderniser l'infrastructure IT : les autoritÃ©s se doivent d'encourager les investissements dans le haut dÃ©bit et de promouvoir l'accÃs universel.

Pour consulter [le classement complet](#), les conclusions dÃ©taillÃ©es pour les 24 pays et les propositions de rÃ©glementation de la BSA.